



HAL
open science

Élections présidentielles 2022 : que reste-t-il de Karl Marx chez les candidats ?

Fabien Tarrit

► **To cite this version:**

Fabien Tarrit. Élections présidentielles 2022 : que reste-t-il de Karl Marx chez les candidats ?. 2022.
hal-03633049

HAL Id: hal-03633049

<https://hal.science/hal-03633049v1>

Submitted on 6 Apr 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Élections présidentielles 2022 : que reste-t-il de Karl Marx chez les candidats ?

Publié: 22 mars 2022, 20:35 CET

[Fabien Tarrit](#), Maître de conférences, UFR Sciences économiques, sociales et gestion, Université de Reims Champagne-Ardenne (URCA)



Portrait de Karl Marx sur un mur à Saint-Romain-au-Mont-d'Or, en région Rhône-Alpes. [Thierry Ehrmann/Flickr](#), [CC BY-SA](#)

L'affirmation fréquente selon laquelle les enjeux internationaux ont peu d'influence sur des élections nationales est aujourd'hui fragilisée par la déflagration internationale provoquée par l'offensive lancée par l'État russe sur le territoire ukrainien. S'il est bien peu pertinent d'en tirer des conclusions dès à présent, il est fréquent que les pouvoirs en place ressortent relativement renforcés par des périodes de forte instabilité.

Aussi il n'est pas inutile de réaffirmer que les questions nationales sont délimitées par les enjeux internationaux, et c'est d'emblée dans une optique internationale que Marx et Engels avaient développé leurs réflexions, notamment en concluant un de leurs textes les plus influents par « Prolétaires de tous les pays unissez-vous » (*Manifeste du parti communiste*, 1848).

C'est à partir de leur pensée que nous allons tâcher de donner des clés de compréhension du moment représenté par l'élection présidentielle de 2022 en France, tout en nous gardant de la concevoir comme « un dogme, mais [plutôt comme] un guide pour l'action » (Engels, *Lettre à Sorge*, 1886), avec pour perspective « l'épanouissement [du] véritable royaume de la liberté » (Marx, *Le Capital*, 1867).

« L'histoire est l'histoire de la lutte de classes »

La théorie de Marx peut être décomposée en deux grands axes, la question économique avec une analyse du capitalisme articulée autour de la plus-value (richesse tirée de l'exploitation) et une réflexion sur le développement historique, avec la conception des modes sociaux comme transitoires.

Nouveau : L'application qui donne la parole à la recherche.

Découvrir

C'est ainsi que les modalités d'extraction de la plus-value génèrent des classes sociales, et qu'elles se confrontent dans des rapports sociaux qui peuvent interroger l'existence d'une structure sociale dominante à un moment donné.



Nathalie Arthaud, de Lutte ouvrière (LO). Alain Jocard/AFP

Si aucun des 12 candidats ne se revendique explicitement de Marx, nous pouvons en trouver des occurrences dans le programme de Nathalie Arthaud, de Lutte ouvrière, et dans celui de Philippe Poutou, du Nouveau Parti anticapitaliste (une fois chacun). C'est dire si cette figure ne semble pas porteuse pour des élections, et nous allons ici tâcher d'apporter un éclairage spécifique en nous appuyant sur les concepts qu'il a développés.



Philippe Poutou, du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA).

Sébastien Bozon/AFP

Depuis plus de deux siècles, les deux principales classes qui s'affrontent (pôles entre lesquels se trouvent une multitude de configurations complexes) sont la classe capitaliste, détentrice du capital, et donc des moyens de production, et la classe des travailleurs, détentrice de sa force de travail, les élections étant présentées comme un « thermomètre » (Engels, *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, 1884) mesurant les rapports de classe. C'est ainsi à partir de ces catégories de classe que nous pouvons distinguer les organisations qui présentent un candidat aux élections, entre ceux qui sont issus de la mobilisation des travailleurs, et ceux qui ne le sont pas, à défaut les partis de la classe capitaliste.

Les candidats du travail

Dans le camp historiquement lié aux travailleurs, nous pouvons trouver les candidats de Parti socialiste (premier parti ouvrier de France, section française de l'Internationale ouvrière), du Parti communiste français (section française de l'Internationale communiste, après rupture avec le PS-SFIO), de La France insoumise (qui a principalement émergé du PS même si elle a regroupé d'autres courants), de LO et du NPA (tous deux issus de la lutte menée autour de Léon Trotsky pour construire une quatrième internationale contre le courant stalinien).

En adoptant les catégories de réforme et révolution, le premier implique des compromis avec le capitalisme, le second préconisant une rupture, pour qualifier les discours de ces organisations, nous pouvons les classer de la manière suivante. Le PS, le PCF et LFI se trouvent de toute évidence dans la première catégorie. Outre la différence significative entre les deux premiers et le troisième tenant à ce que le PS et le PCF ont connu une importante pratique du pouvoir, leurs différences programmatiques relèvent de l'ampleur des compromis.



La candidate du Parti socialiste, Anne Hidalgo. Thomas

Coex/AFP

Précisément pour cette élection, le PS, avec Anne Hidalgo, ne souhaite pas s'opposer au capitalisme et envisage une démarche de compromis. Un exemple porte sur la durée du travail, une clé de l'histoire du mouvement ouvrier, et de laquelle elle ne souhaite pas « modifier la durée légale [mais] inciter les entreprises qui le souhaitent à avancer vers la réduction du temps de travail ». Elle ne se situe pas dans une perspective internationaliste mais nationale, « en réaffirmant notamment le rôle de la France comme puissance maritime [et en] garanti[ssant] nos intérêts et nos valeurs face au "G2" États-Unis/Chine ».

Le PCF quant à lui, avec Fabien Roussel, s'il propose de porter certaines revendications visant à améliorer le niveau de vie des travailleurs salariés (hausse du salaire minimum, abrogations des lois récentes sur le travail et sur l'assurance-chômage, semaine de travail à 32 heures...), est également favorable au maintien du capitalisme, en se prononçant en faveur d'« une économie de marché régulée par un État stratégique ».



Jean-Luc Mélenchon, candidat de La France insoumise. Alain

Jocard/AFP

Quant à LFI, avec Jean-Luc Mélenchon, si elle n'a jamais participé à un gouvernement, son soutien au capitalisme reste moins explicite, et des mesures transitoires sont proposées, telle que les « 35 heures hebdomadaires », le « rétablissement de l'ISF... une sixième semaine de congés payés » et donc « des propositions de rupture avec le néolibéralisme », à savoir la forme la plus récente du capitalisme.

Si elle évoque un renforcement démocratique des institutions, elle ne remet pas en cause le capitalisme lui-même mais envisage de l'améliorer le, du point de vue des travailleurs, sans pour autant mentionner de classes sociales, mais en évoquant les « gens » ou les « citoyens ». Il est ainsi plus question d'agir sur la superstructure légale encadrant le capitalisme que sur l'infrastructure constitutive des rapports sociaux.

LO et le NPA portent un discours les situant plutôt dans la seconde catégorie. Les candidats de ces organisations, respectivement Nathalie Arthaud et Philippe Poutou reprennent plusieurs revendications ouvrières comme le smic à 1 800 euros net, l'augmentation des salaires, leur indexation sur les prix, une diminution nette du temps de travail, la retraite à 60 ans, une sixième semaine de congés payés, l'interdiction des licenciements... et font référence à une rupture avec le capitalisme : « combattre pour le renversement du capitalisme » pour la première ; « ce système est dangereux et n'est pas réformable » pour le second.

Les candidats du capital

Quant aux partis de la classe bourgeoise, nous pouvons distinguer les candidats et organisations représentant une fraction plus tournée vers la concurrence internationale (Valérie Pécresse pour Les Républicains ; Emmanuel Macron pour La République en marche), et ceux plus repliés sur le champ national de peur de ne pas être à la hauteur dans cette confrontation, avec pour corollaire un développement de la xénophobie et du chauvinisme (Marine Le Pen pour le Rassemblement national ; Éric Zemmour pour Reconquête !).

Les autres candidats issus de partis de la classe capitaliste jouent quant à eux des rôles d'appoint visant à renforcer l'un de ces deux camps (Jean Lassalle, ancien élu UDF, pour Résistons, en appui à la première catégorie ; Nicolas Dupont-Aignan pour Debout la France, pour la seconde catégorie), ou un des partis de la classe ouvrière s'il atteint le pouvoir, dans une logique de Front populaire (Yannick Jadot, Europe Écologie–Les Verts).

Aussi pour reprendre et actualiser des catégories de la tradition marxiste quant aux régimes politiques pouvant exister dans un cadre capitaliste, nous pouvons juger que les partis et candidats de la première catégorie se situent entre démocratie parlementaire et bonapartisme, alors que les partis de la seconde partie sont plutôt entre bonapartisme et fascisme.

Si les élections occupent un rôle important mais non décisif dans la pensée de Marx et Engels, si les catégories qu'ils ont développées ne sont utilisées que de façon marginale dans cette campagne électorale, il nous semble qu'elles peuvent être utiles pour fournir des clés de compréhension des enjeux de cette élection, à travers leur raisonnement en termes de classes sociales issues de théories sur la valeur et sur le développement historique.

Reste que le curseur à tracer entre les camps est relativement instable et mouvant, en raison à la fois de l'évolution des rapports sociaux et du développement technologique, le résultat de ces élections peut être envisagé, du point de vue marxien, comme une mesure relativement imprécise du rapport de classes à un moment déterminé, sachant qu'il sera également influencé par tout un ensemble d'événements se situant à l'extérieur de leur champ national.